

# L'agriculture, secteur sous-évalué dans l'économie de marché

Philippe Maingault

L'agriculture est l'un des domaines où les dégâts du capitalisme et du productivisme sont les plus importants aussi bien en France qu'au niveau mondial. En 2009, dans le monde, selon la FAO, 1 milliard de personnes souffrent de la faim dont 750 millions d'agriculteurs des pays les plus pauvres, les autres étant très souvent d'anciens agriculteurs venus grossir les rangs des chômeurs dans les bidonvilles. Ce sont des paysans n'ayant pas accès à l'irrigation, travaillant manuellement et qui ont des difficultés à se nourrir pendant les périodes de soudure où ils doivent acheter leur nourriture au prix de marché.

En France, les gens mangent à peu près à leur faim, mais on estime qu'environ 400 agriculteurs se suicident chaque année, soit un chiffre trois fois plus élevé que chez les cadres par exemple<sup>1</sup>.

La part de l'agriculture dans le PIB national est passée de 10 % en 1960 à 6,4 % en 1970 puis 1,8 % en 2004 à prix courants, alors qu'à prix constants<sup>2</sup> cette même part n'a perdu que 1,7 % entre 1970 et 2004<sup>3</sup>. Cela signifie que la croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture en volume a été proche de celle de l'ensemble de l'économie mais l'évolution

---

1. Enquête 2010 de l'Institut de veille sanitaire publiée dans la *Revue épidémiologique et de santé publique*, n° 2, vol. 58, avril 2010.

2. À prix constants, c'est-à-dire ici si le pouvoir d'achat des prix agricoles était resté le même dans l'économie.

3. Source: *Agriculture, nouveaux défis*, Insee 2007, citée par *L'Humanité*, 7 mars 2007.

défavorable des prix agricoles minimise considérablement le poids de la branche agricole dans l'échange avec le reste de l'économie.

Le revenu moyen déclaré<sup>4</sup> des agriculteurs était de 24 000 euros en 2010, alors que les aides aux revenus des agriculteurs étaient d'environ 22 000 euros en moyenne<sup>5</sup>. Ces données illustrent les dégâts sociaux et l'ineptie du modèle économique actuel de marché dans l'agriculture.

Le marché considère que le travail agricole mérite une rémunération proche de zéro et que la valeur ajoutée de l'agriculture est quantité négligeable au regard de ce qu'elle représente dans l'économie française<sup>6</sup>. Si bien que ce sont en grande partie des subventions publiques qui permettent aux paysans d'avoir un revenu<sup>7</sup>. Ils sont « fonctionnarisés » malgré eux à un niveau moyen faible de rémunération compte tenu de leur temps de travail très extensif.

Des disparités existent néanmoins entre zones géographiques et entre les divers secteurs d'activités agricoles ; ainsi, les spécialistes des grandes cultures (céréaliers, producteurs d'oléagineux) s'en sortent globalement beaucoup mieux que les éleveurs, les producteurs de lait ou les maraîchers et arboriculteurs dont les revenus moyens oscillent autour de 15 000 euros<sup>8</sup>, mais avec de très fortes variations selon les années. L'évolution des revenus des agriculteurs est même stagnante sur une vingtaine d'années et à la baisse depuis 2000<sup>9</sup> malgré l'augmentation régulière de la taille des exploitations<sup>10</sup> (78 ha en moyenne en 2010 contre 66 en 2000 et 42 en 1988) censée pourtant permettre des économies d'échelle

---

4. Les revenus réels sont certainement un peu plus élevés car une partie des revenus est tirée de l'autoconsommation des produits agricoles et de carburants dont la consommation n'est pas déclarée.

5. Focus, *Les comptes de l'agriculture*, juin 2011.

6. Cette situation se retrouve à peu près à l'identique dans les autres pays européens.

7. Il s'agit là de moyennes car certaines exploitations agricoles, certains secteurs agricoles arrivent à tirer un peu leur épingle du jeu.

8. En outre, les subventions publiques pour le maraîchage ou l'arboriculture sont très faibles.

9. Focus, *Les Comptes de l'agriculture*, p 1, juin 2011.

10. Site [lafranceagricole.fr](http://lafranceagricole.fr) consulté le 16 octobre 2011

génératrices de plus de revenus d'activité. En fait, les économies d'échelle sont absorbées dans la durée par la diminution régulière des prix de production. On assiste même à une décapitalisation comptable de l'agriculture en 2010 avec 6,7 milliards d'euros d'investissements (soit l'investissement le plus faible depuis trente ans) pour 8,07 milliards d'euros d'amortissements.

L'avenir de l'agriculture est sérieusement menacé en France si l'on continue sur cette lancée, si la libéralisation des marchés à l'échelle mondiale se poursuit et si les subventions agricoles venaient à diminuer dans la future politique agricole commune (PAC) du fait d'une austérité accrue dans l'Union européenne<sup>11</sup>. Si l'on se réfère aux données statistiques des pays membres de l'OCDE<sup>12</sup>, on constate aussi que le soutien public aux producteurs représente environ 22 % de la valeur de la production, soit un chiffre voisin de celui de la France ; on en déduit une faible valorisation marchande des prix de production car on peut estimer qu'en moyenne, à structure agricole à peu près comparable, le poids des consommations intermédiaires (intrants consommables) et des consommations de capital fixe (intrants externes durables) représentent comme en France environ les trois-quarts du produit.

Cette sous-valorisation de l'agriculture s'observe aussi au niveau mondial. En 2009, le poids de l'agriculture dans le PIB mondial est de 3,2 % alors que la population agricole mondiale est de 40 %. Cette sous-valorisation de l'agriculture par rapport à l'ensemble des autres branches de l'économie est quasi-générale, y compris dans les pays où l'agriculture est très productive en termes de rendement physique.

Nous faisons l'hypothèse que l'agriculture représente une contribution faible au PIB dans les pays pauvres car elle est effectivement peu productive. Mais dans les pays agricoles riches, la très forte croissance de la productivité se traduit par une minoration considérable de l'agriculture dans la valeur ajoutée.

---

11. Si toutefois l'Union européenne n'explose pas d'ici là !

12. *Les politiques agricoles des pays de l'OCDE - Panorama 2010*, OCDE 2010, p. 16.

## Prix agricole et productivité

Il est normal qu'en économie la croissance de la productivité se traduise par un signal de baisse des prix ; en effet, une croissance de la productivité signifie une moindre quantité de travail global (travail présent et passé) et la libération d'une partie des effectifs humains vers d'autres activités.

Tous les secteurs économiques n'ont pas une augmentation similaire de leur efficacité productive car l'accès au progrès technique est rarement uniforme entre les différentes branches économiques. En agriculture, la croissance de la productivité a été considérable et supérieure à celle des autres secteurs dans les pays développés depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Les agriculteurs les mieux équipés et les plus productifs du monde<sup>13</sup> peuvent produire actuellement jusqu'à 2 000 tonnes d'équivalent céréales par travailleur et par an contre 200 fois moins il y a soixante ans !

Alors que les écarts de productivité étaient de un à dix au début du 20<sup>e</sup> siècle, ils sont aujourd'hui de un à 2 000 puisque les moins productifs n'ont pas connu de réelle progression de leur productivité et stagnent à une tonne d'équivalent-céréales par an et par travailleur. Certes, cette croissance des agricultures ultra-productives s'opère en partie avec un gâchis d'intrants et des externalités environnementales et de santé négatives (maladie, appauvrissement des sols, pollution de l'eau, émission accrue de gaz à effet de serre) mais la croissance du volume de production reste malgré tout énorme<sup>14</sup>.

Cependant, l'explosion productive ne se traduit pas par des revenus élevés. Dans les pays parmi les plus productifs en termes de rendement physique (Argentine ou Ukraine), la productivité ne profite pas aux paysans-travailleurs surexploités, le coût de revient du blé oscillant entre 50 à 100 dollars la tonne avec des salaires mensuels de quelques dizaines de dollars seulement.

---

13. Il s'agit ici de la productivité apparente du travail mesurée en production de céréale par travailleur et par an.

14. M. Mazoyer, «La situation agricole et alimentaire mondiale: causes, conséquences, perspectives», *Tropicultura*, n° 27, p. 56-62.

Une productivité énorme associée à des coûts de revient (dont ceux de main-d'œuvre) faibles crée des déséquilibres forts. Dans un marché mondial de plus en plus ouvert, les prix directs mondiaux sont calés sur les plus productifs et les moins chers ; cela contribue à ruiner les autres agricultures. Cette situation de sous-valorisation générale de l'agriculture explique aussi pourquoi les gouvernements n'hésitent pas à sacrifier l'agriculture dans les négociations internationales au profit d'autres secteurs jugés plus stratégiques.

On peut faire l'hypothèse que la pression permanente sur les prix agricoles est une des raisons de la crise systémique grave du capitalisme actuel. En effet, dans les pays pauvres, les subventions de soutien à la production agricole sont très faibles, voire inexistantes, et ne permettent donc pas de compenser les prix bas. Or, la population active agricole et assimilée représente environ 40 % de la population active mondiale. La misère dans laquelle elle se débat contribue à alimenter la croissance anarchique des mégalo-poles et l'existence d'une armée de réserves de chômeurs et précaires prêts à s'employer dans l'industrie pour des salaires très faibles. Les multinationales qui délocalisent possèdent ainsi des réserves très larges de main-d'œuvre qu'elles utilisent, grâce à la globalisation économique libérale, comme force de frappe pour écraser les revenus salariaux dans les pays développés.

### **Marginalisation de l'agriculture et pouvoir de marché de la grande distribution**

La grande distribution est le principal débouché des produits agricoles bruts et transformés en France. Elle dispose d'un pouvoir de marché dominant vis-à-vis de l'amont de la filière alimentaire (industrie de transformation agroalimentaire et surtout agriculture).

On notait traditionnellement l'existence d'une multitude d'intermédiaires pas toujours utiles et contribuant à gonfler l'écart entre les prix à la consommation et les prix de production. Le nombre de ces intermédiaires a diminué et la grande distribution avec cinq centrales d'achat dominantes a rac-

courci les circuits mais réussi à capter une grande partie de la valeur ajoutée de la filière<sup>15</sup>.

L'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires a remis son premier rapport au Parlement français en juin 2011 ; il souligne que les prix agricoles à la production diminuent entre 2000 et 2010, alors même que les prix de vente au détail poursuivent leur ascension.

Les fonds publics versés pour soutenir les revenus agricoles permettent ainsi à la grande distribution de pressurer ses fournisseurs paysans en amont. D'une certaine façon, les fonds publics alimentent ainsi les profits des grands groupes de distribution alimentaire. Les grandes surfaces, en position de force, utilisent les processus de libéralisation économique et les énormes écarts de productivité pour accentuer la mise en concurrence entre les agricultures. Le pouvoir de marché favorable à l'aval très concentré de la filière agricole (distribution) et dans une moindre mesure au milieu de filière (industrie agroalimentaire) joue sur ces écarts de productivité pour imposer des prix de production de plus en plus bas. Les régulations entérinent des échanges inéquitables par des subventions permettant aux agriculteurs (sauf les plus fragiles) de survivre. Seules les sociétés agricoles capitalistes engrangent des profits significatifs à l'échelle mondiale.

### **Conséquences des déséquilibres économiques au détriment de l'agriculture**

Cette fragilité et cette dépendance économique d'une grande partie des structures agricoles françaises ne sont pas sans conséquences sociales, professionnelles et écologiques. L'agrandissement régulier des exploitations agricoles, dont les effectifs humains restent faibles et proches du cercle familial, pousse à recourir à une mécanisation importante et à l'utilisation de grandes quantités d'intrants chimiques dont on découvre de plus en plus qu'ils sont préjudiciables pour leur santé. L'intensité capitaliste forte pousse à une

---

15. C. Jacquiau, *Les coulisses du commerce équitable*, Paris, Mille et une nuits, 2006.

croissance en volume, au détriment de l'efficacité (minimisation physique des intrants externes consommés et durables par rapport à la production). Ces investissements coûteux rendent très difficile la reconversion commerciale vers des débouchés nouveaux plus diversifiés et moins massifs que ceux des grandes centrales d'achat.

Le film de Matthieu Porte, *Herbe* (2009), montre comment un producteur laitier poussé à investir dans un système coûteux avec des bâtiments et un outil de travail sophistiqués devient très dépendant des coopératives laitières, elles-mêmes très dépendantes des hypermarchés. Dans ce système de production, le poids des charges de remboursement d'emprunt s'avère insupportable en cas de baisse des prix. Cette dépendance est aussi professionnelle ; c'est la perte d'une autonomie professionnelle relative, en contradiction avec les fondements du métier de paysan. La précarité financière rend toute évolution vers des modes de production autres très difficile car toute reconversion nécessite du temps d'investissement conceptuel et pratique inexistant dans les situations de dépendance et de précarité. Les modes dominants de production se reproduisent aussi grâce à la précarité.

Ces modes de production sont enfin massivement déconnectés des écosystèmes naturels. Au lieu de produire selon des logiques d'adaptation aux écosystèmes, l'agronomie dominante productiviste essaie de tordre et de forcer la nature (engrais chimiques, OGM...) au risque de dégrader la régénération écosystémique mais aussi la santé des hommes (maladies dues aux pesticides). Beaucoup d'agronomes s'inquiètent de l'appauvrissement des sols dans des régions autrefois très fertiles. Ils constatent déjà des baisses de rendement physique dans certaines régions autrefois très productives à cause de cet appauvrissement. L'érosion éolienne ou par lessivage menace aussi les sols<sup>16</sup>.

---

16. À titre d'exemple : la perte d'un mm de terre envolée ou lessivée représente 10 m<sup>3</sup> par hectare soit environ douze à quinze tonnes par an selon la densité.

Enfin, en termes d'aménagement du territoire, cette sous-valorisation économique de l'agriculture conduit à urbaniser de façon inconsidérée l'espace agricole puisque sa contribution au PIB, à la richesse marchande, est quasi-nulle. Mieux vaut alors développer un espace urbain médiocre (par exemple grandes surfaces marchandes périphériques) dont la valeur économique apparente, car en prix de marché, sera toujours supérieure à l'agriculture inéquitablement évaluée.

### **Conséquences sur les modes de consommation**

Cette mise sous tutelle du monde agricole n'est pas sans conséquence non plus sur les modes de consommation.

La grande distribution impose des aliments calibrés, ce qui entraîne des gâchis par la perte de fruits ou de légumes de taille non conforme. Les logiques de mise en concurrence maximale contribuent aussi à un éloignement croissant entre les lieux de production et les lieux de distribution ; cela diminue la qualité gustative et la fraîcheur de nombreux aliments et génère en outre des pollutions et dysfonctionnements nombreux (transports, congestion, dépenses de réfrigération...)

Face à cette situation difficile de l'agriculture avec des conséquences négatives pour les producteurs, pour les consommateurs mais aussi pour l'environnement, des grands changements sont nécessaires. D'autres modes de développement, de consommation sont à construire en France et dans le monde. Nous allons tenter d'esquisser quelques pistes d'évolutions possibles réalisables relevant d'échelles spatiales différentes.

### **Quelques pistes globales de transformation**

#### ***Les changements à opérer ne peuvent être uniformes d'une région à l'autre de la planète***

Au Nord et dans les pays où la population dispose d'une nourriture suffisante, des changements qualitatifs sont nécessaires. Il ne s'agit pas globalement de produire plus mais de produire mieux, de mieux répartir les productions sur les territoires<sup>17</sup>, d'aller vers une croissance économique

---

17. Il est, par exemple, aberrant de concentrer la quasi-totalité de la produc-

qualitative avec des produits alimentaires bruts et transformés de meilleure qualité. Le terme croissance est important à conserver car un produit de qualité meilleure a plus de valeur qu'un produit standard de qualité inférieure. Cette qualité supérieure représente plus de travail humain. Cette qualité supérieure doit donc se traduire par des revenus d'activité plus importants pour ceux qui l'ont produite.

Au Sud, et notamment là où la nourriture produite est insuffisante, les objectifs de croissance des rendements sont nécessaires et tout à fait possibles à atteindre comme l'écrivent nombre d'agronomes (Marc Dufumier, Michel Griffon...). Mais elle ne passe pas par une nouvelle révolution verte avec l'adoption de structures agricoles occidentales (intrants chimiques, mécanisation forte...), mais par des évolutions prenant en compte les structures socio-économiques et agronomiques spécifiques existantes. De nombreux auteurs et des expériences réelles montrent que des progrès importants de productivité peuvent être réalisés par une approche agro-écologique de l'agronomie, notamment en milieu tropical. Cela passe par une meilleure captation des eaux de pluie, par la plantation d'arbres pour lutter contre l'érosion, par des associations et rotations de culture avec l'élevage... par des solutions peu consommatrices d'intrants mais nécessitant un travail humain plus en adéquation avec les caractéristiques climatiques et pédologiques des régions concernées. D'après Jacques Caplat, l'agriculture biologique est particulièrement adaptée aux milieux tropicaux et peut procurer dans ces pays des rendements bien supérieurs à l'agriculture conventionnelle, contrairement aux régions tempérées occidentales où l'agriculture biologique a des rendements inférieurs de 10 à 25 % de l'agriculture conventionnelle<sup>18</sup>. Il convient toutefois de tempérer cette appréciation de moindre rendement car les semences paysannes sont généralement plus riches en qualité alimentaire (plus d'acides aminés, de protéines...) que

---

tion porcine en Bretagne.

18. J. Caplat, « L'agriculture biologique peut-elle nourrir l'humanité ? », *Ecorev*, n° 35, 2010.

les semences hybrides de l'agriculture dite conventionnelle et de l'agriculture biologique industrielle.

En bref, il convient de partir de la rationalité et des systèmes existants plutôt que de vouloir plaquer les systèmes uniformisés de grande agriculture occidentale mécanisée.

Il est tout à fait possible, en recourant à ces méthodes, de multiplier par deux ou trois les rendements agricoles dans des régions peu productives et d'en finir avec la faim, essentielle chez les paysans, avec l'agriculture vivrière.

Toutefois, la faim n'est pas liée seulement à des conditions agronomiques inadéquates. C'est aussi un problème économique et il convient de mettre en œuvre des mesures de protection des productions les moins avancées.

Le concept de souveraineté alimentaire relative est essentiel; il s'agit d'aller vers un système où chaque pays nourrit, autant que faire se peut, sa population à partir de ses potentialités agricoles. Il reste naturellement une place pour des échanges internationaux pour assurer les besoins complémentaires. Cette souveraineté est importante pour des raisons agronomiques (besoin de l'ensemble des terres pour nourrir une planète de 9 à 10 milliards d'humains en 2050), pour des raisons écologiques, pour la sécurité et l'indépendance politique des pays. Elle est aussi fondamentale pour l'équilibre économique et social des sociétés car les millions de paysans déracinés des pays pauvres alimentent la croissance anarchique des bidonvilles et de la misère et fournissent aussi l'armée de réserve du capital avec les conséquences négatives déjà évoquées précédemment.

Cette orientation vers la souveraineté agricole met aussi en cause les politiques agricoles favorisant l'hyperspécialisation productive dans une logique apparente de rendements croissants identique à celle de l'industrie. Ces rendements croissants obtenus à l'aide d'outils techniques et d'intrants chimiques sophistiqués forcent la nature et produisent des externalités négatives énormes à la charge de l'ensemble de la société. Ces hyperrendements génèrent beaucoup de surplus et sont contraints de trouver des débouchés mondiaux dépassant largement le cadre géographique de production.

Cette agriculture contribue à la guerre économique, à la baisse des prix agricoles et nie la souveraineté alimentaire.

### ***Aller vers des rapports d'échanges équitables***

Cette politique de développement des marchés intérieurs et d'objectif de souveraineté alimentaire relative ne peut exister sans des rapports d'échanges internationaux différents fondés sur l'équité.

Le libre-échange entre activités de productivités très différentes conduit systématiquement à l'écrasement du partenaire le plus faible. En effet, « *les biens produits par le partenaire le plus productif, offerts à un prix d'autant plus bas que sa productivité est élevée, tout en paraissant dans un premier temps procurer en apparence à leur acheteur un avantage dû à leur faible coût, concurrencent et déstructurent en peu de temps l'activité du partenaire le moins productif*<sup>19</sup> ». Ceci entraîne alors une dissymétrie entre partenaires tels que le plus productif est bientôt en mesure d'exiger des conditions de prix de marché favorables au détriment de l'autre.

Il s'agit donc de construire des échanges équitables où chacun a « *autant après qu'avant* » pour reprendre l'expression d'Aristote. Cela signifie, selon Maurice Décaillot, « *que l'on échange entre eux, non pas les produits de temps de travail égaux, mais les produits réels entre eux. Ainsi, si des partenaires sont tels que l'un est trois fois plus productif que l'autre, le premier échangera, de façon équitable, le produit d'un tiers de sa journée contre le produit de la journée entière du second, les produits échangés étant équivalents, non en temps de travail, mais en richesse créée. Chacun, de cette façon, retrouve, l'échange fait, l'équivalent réel de ce qu'il a apporté selon ses propres normes d'activité* ».

Ce calcul du prix d'échanges entre zones économiques différentes à partir de l'apport social remet en question les pratiques de guerre économique et de baisse des prix agricoles s'appuyant sur une productivité et des rendements physiques en partie dopés à la chimie. Mais plus fondamentalement,

---

19. M. Décaillot, *Le juste prix*, Paris, L'Harmattan, 2003, p 136.

en s'appuyant sur les propositions de Maurice Décaillot, on peut récuser, au moins pour les échanges internationaux entre zones économiques de productivités différentes, la baisse des prix proportionnelle, voire parfois supérieure à la productivité.

En économie, une augmentation de la productivité entendue comme diminution du temps de travail passé et présent pour réaliser un produit donné  $P1$  signifie effectivement une diminution relative de valeur-travail de ce produit  $P1$  par rapport à l'ensemble des produits  $P'$  réalisés dans la société. Il n'est pas aberrant que cette diminution du temps global de travail pour  $P1$  se traduise donc par une baisse proportionnelle des prix entre la période  $n-1$  moins productive et la période  $n$  plus productive. Le gain de productivité échoit alors uniquement aux consommateurs. Cette situation pose cependant des problèmes car la baisse des prix générée par le gain de productivité se traduit par un gain concurrentiel pouvant éliminer les concurrents moins productifs, même si des protections existent (aire de chalandise limitée par le transport et la distance d'accessibilité). Ce gain concurrentiel peut provoquer des ravages destructeurs lorsque le plus productif diminue, en vue d'éliminer ses concurrents, ses prix au-delà des gains de productivité.

Nous pensons que la baisse des prix proportionnelle au gain de productivité est légitime mais qu'il faut la différer dans le temps. Il s'agit à la fois de fournir un signal positif au producteur ayant réussi à accroître sa productivité et d'éviter la déstabilisation rapide de concurrents moins productifs. C'est seulement après un certain temps, vraisemblablement variable selon les types de production, que ce progrès de la productivité diffuse vers les productions similaires et que le travail social moyen pour réaliser le produit donné diminue. À ce moment-là, le prix doit effectivement baisser et bénéficier ainsi à la société, aux consommateurs. Cette baisse des prix consécutive à une augmentation de la productivité permet, si elle s'opère de façon ralentie, de redéployer plus aisément des travailleurs vers d'autres secteurs économiques ou vers des productions nouvelles.

Cette diminution progressive des prix proportionnelle au gain de productivité ne conduit pas à des dissymétries graves dans le cadre de zone d'échanges économiques d'efficacité productive voisine. Par contre, cette diminution nous semble devoir être récusée dans le cadre des échanges internationaux entre zones socio-économiques de pays à productivités très différentes. Ceci afin d'éviter que des échanges internationaux ne déstabilisent des structures socio-économiques fragiles. Il apparaît alors nécessaire que l'essentiel du gain de productivité soit conservé par l'offreur dans le cadre d'un échange économique visant l'équité mais aussi pour des raisons de souveraineté alimentaire, d'équilibre écologique...

Cependant, au-delà de la vision théorique d'une dialectique nouvelle productivité-prix, il nous semble que les temps actuels de sous-valorisation générale des prix agricoles appellent des décisions politiques de maintien des prix, l'essentiel des gains de productivité devant revenir aux producteurs (entendu ici comme ceux qui travaillent la terre) en attendant un rééquilibrage des prix qui ne nécessiteraient plus de subventions publiques structurelles des revenus.

On objecte souvent que ces idées ne sont pas réalisables dans le cadre de la mondialisation et qu'un pays mettant en œuvre cette politique serait marginalisé. Nous pensons que les déséquilibres mondiaux ont atteint une telle ampleur qu'un pays significatif, telle la France, qui « bousculerait la table » serait en mesure d'entraîner d'autres pays, de coaliser **mondialement** des forces sociales larges. Nous sommes certainement dans un moment historique où l'on peut avoir l'audace de ses objectifs.

Si les autres partenaires ne veulent pas construire des échanges équitables, il convient de se protéger, y compris par des barrières douanières ou des mesures techniques afin d'éviter une destruction du tissu productif agricole par un partenaire très productif vendant à un prix inférieur à son apport social réel.

Au niveau national, il s'agit de casser le pouvoir de marché de la grande distribution notamment au détriment de l'amont de la filière. L'objectif est de prendre en compte le travail social

moyen à chaque étape de la filière, afin qu'aucun métier ne soit dévalorisé et afin de rétablir une chaîne de solidarité entre les différents intervenants. À cet effet, il conviendrait, en s'appuyant sur l'expertise de l'observatoire déjà existant de la formation des prix et des marges, de prendre des mesures de contrôle de la répartition des marges entre les différents segments de la chaîne productive avec, par exemple, des prix de production minimaux garantis pour des volumes de production définis et des coefficients multiplicateurs plafonds à appliquer aux différentes étapes de l'échange de l'amont vers l'aval.

***Construire de nouveaux critères de gestion minimisant le poids physique des intrants***

Nous avons vu précédemment que les agriculteurs étaient poussés à faire du volume pour amortir de lourds investissements qui apporteraient de gros revenus; cette course à la taille n'a pas permis de dégager des revenus d'activité suffisants pour vivre sans la perfusion des subventions publiques.

Il convient de réfléchir à une autre croissance visant un produit donné et recherchant systématiquement pour y parvenir l'efficacité en minimisant la quantité physique des intrants externes; c'est une croissance efficace avec la satisfaction de besoins donnés qui est l'objectif et non la recherche coûte que coûte de débouchés en vue d'amortir hypothétiquement un outil de travail surdimensionné. Il convient donc de calibrer le plus possible la production en fonction des besoins anticipés des consommateurs. Ceci est difficile en économie de marché car les besoins ne sont pas facilement connus, tant le marché masque les besoins de consommation et les possibilités productives.

Nous pensons qu'il est possible, de développer une économie vivrière localisée où il deviendrait plus facile de planifier la production entre producteurs et consommateurs locaux grâce à un échange explicite; c'est ce qui commence à se faire avec le système des AMAP. Cette planification décentralisée est possible pour un nombre conséquent de productions et

permet déjà ponctuellement d'adapter l'outil aux débouchés, et non le contraire comme c'est le cas dans une économie de l'offre. Ceci évite des gâchis. En outre, les pertes dues à des défauts de calibrage, au transport, à la conservation sont moindres que dans un système marchand imprégné de marketing.

### ***Une approche bio-économique non malthusienne***

Le malthusianisme ne s'est pas vérifié car les hommes ont été capables d'augmenter la production agricole à un rythme plus important que la croissance de la population. Ainsi, selon Mazoyer, au cours de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, la population mondiale a été multipliée par 2,4 tandis que la production agricole et alimentaire mondiale a été multipliée par 2,6.

Pour autant, il convient de prendre en compte les limites naturelles du vivant et d'avoir une approche bio-économique de l'agriculture. Les sols notamment doivent être entretenus comme un bien commun intergénérationnel. Il ne faut pas dépasser leur capacité de régénération en surexploitant la nature. Ceci ne veut pas dire que les limites sont finies et figées dans le temps, comme beaucoup d'écologistes le pensent actuellement. Les limites de la nature sont finies à un temps  $t$ ; elles peuvent être repoussées par le progrès technique et scientifique, y compris par les progrès empiriques, mais il est généralement vain de prévoir le moment où le système « se réouvre » et admet croissance et complexification donc dépassement des limites.

En outre, certaines techniques forcent les limites en provoquant des dommages alors que d'autres, adaptées à la diversité du vivant et à la nature, repoussent par le haut les limites. Les techniques visant l'industrialisation du vivant font partie de ces techniques agressives inadaptées à l'agriculture durable. L'industrialisation du vivant est particulièrement dangereuse car le vivant est plus complexe que la matière non organique; il ne se laisse pas manipuler sans dommage, sans risque.

En revanche, les techniques adaptatives capables de développer des régulations fines avec le terroir sont les techniques d'avenir qui peuvent permettre de repousser les limites productives sans nuire au vivant. Cela requiert un important travail de recherche théorique et empirique mais aussi du temps. C'est-à-dire une mise en œuvre progressive et douce des découvertes.

***Développer des coopérations respectueuses et ouvertes entre la recherche académique et les savoirs paysans***

La recherche globale doit être indépendante et publique. De nombreux documents et livres attestent du danger d'une recherche orientée par les oligopoles privés qui n'hésitent pas à manipuler les résultats afin d'arriver à leurs fins économiques. Marie Monique Robin a très bien décrit cela dans son film, *Le monde selon Monsanto* (2008).

Mais le caractère public de la recherche ne saurait suffire. Il faut que celle-ci s'ouvre sur la société et singulièrement sur le monde agricole. Des croisements entre recherche scientifique et connaissances empiriques ne sont pas à dédaigner, contrairement aux considérations d'une certaine tradition académique. S'il est légitime de tenter de construire des approches systémiques les plus globalisantes possibles, il convient de ne pas chercher à forcer la réalité et de savoir adopter des postures de recherche plus empiriques moins globalisantes et capables de résoudre des cas concrets. La quête d'approches globales n'est pas à négliger mais elle se heurte souvent à des réalités singulières et complexes non prédictibles. La recherche de lois générales se heurte souvent à des problèmes d'échelle, encore plus en agronomie qu'en physique des matériaux comme le souligne Matthieu Calame<sup>20</sup>. Changer d'échelle temporelle et spatiale peut changer bien des résultats obtenus en laboratoire ou sur une petite parcelle. C'est aussi pour ces raisons que la mise en œuvre à grande échelle de techniques doit être ralentie selon un principe de précaution. Matthieu Calame préconise une

---

20. M. Calame, *Une agriculture pour le 21<sup>e</sup> siècle*, Paris, Charles Léopold Mayer, 2007.

science agronomique tournée vers l'usage, une approche d'ingénieur ayant à résoudre chaque fois des cas spécifiques qu'il peut analyser en s'appuyant sur des bases de données riches intégrant des diagnostics antérieurs.

## **Pistes politiques à mettre en œuvre**

### ***Réorientation de la Pac***

Des mesures politiques plus ciblées peuvent aussi être prises pour aller vers une agriculture durable. Ainsi, la PAC pourrait être réorientée plus fortement vers des subventions accrues aux modes d'exploitation agricoles inscrits dans une démarche de respect de l'environnement. Mais on a vu qu'il est difficile de réorienter sa production, de mieux maîtriser son métier, ses outils de travail et d'échange lorsque la pression marchande étouffe les revenus agricoles. Ces aides de la PAC devraient être couplées avec des prêts bancaires bonifiés (voire à taux nuls) *via* un fonds de développement économique et social européen avec des participations possibles des collectivités nationales et régionales. En outre, il faut compléter ces dispositifs par des politiques publiques d'appui technique et de formation à ces mutations agricoles.

Tout cela exigera des moyens financiers conséquents.

### ***Aller vers un salaire minimum par pays en adéquation avec sa productivité moyenne***

Nous avons évoqué précédemment la question des échanges internationaux avec les écarts de productivité entre pays. Les écarts de productivité physique intra-européens sont plus faibles, mais des trafics marchands conduisent néanmoins à du dumping social. Ainsi, en Allemagne, beaucoup de travailleurs agricoles viennent d'Europe de l'Est et sont sous-payés avec des contrats de travail signés aux conditions de leurs propres pays<sup>21</sup>. Ceci induit une délocalisation de certaines activités en Allemagne, comme l'abattage de porcs élevés initialement en Bretagne et réexpédiés ensuite

---

21. G. Le Puill, *Bientôt, nous aurons faim!*, Saint-Malo, Pascal Galodé, 2011.

pour la salaison en France dans le Sud-Ouest, en Auvergne ou Rhône-Alpes!

Il est donc nécessaire d'introduire à l'intérieur de l'Union européenne un salaire minimum dans chaque pays correspondant à une productivité moyenne dans le pays, ceci afin d'éviter les distorsions provoquées par des politiques explicites de dumping.

### ***Faciliter l'accès au foncier agricole***

L'accès au foncier agricole doit être facilité notamment à proximité des villes où des politiques de sanctuarisation des surfaces agricoles doivent être menées avec des mesures d'urbanisme réglementant strictement les changements d'affectation des sols en espaces constructibles.

Une partie importante des mutations et des changements d'affectation est fortement encouragée par l'appropriation privée de la plus-value foncière résultant de la mutation des sols en espaces constructibles. On peut là encore agir en légiférant sur les prix des mutations afin d'empêcher toute plus-value et en décourageant très fortement les changements d'affectation.

Ces politiques permettraient de reconquérir des ceintures agricoles, et singulièrement maraîchères, à proximité immédiate des zones urbaines importantes. Ceci favoriserait une relocalisation partielle des productions agricoles.

### ***Venir à bout de la faim et réguler les variations de prix***

Il convient, pour faire face à la volatilité des prix, de mettre en place partout dans le monde des mesures énergiques de stockage public des productions. Lorsque la production est abondante, on stocke pour éviter l'effondrement des cours, et lorsque la production est moins bonne on déstocke pour éviter un emballement à la hausse des prix. C'est ainsi qu'on pourra protéger les producteurs et les consommateurs les plus fragiles des spéculations toujours fortes dans un secteur où le caractère naturel fluctuant de la production se combine avec la stabilité des besoins de consommation (hors progression de la population).

## **Expérimentations locales à articuler aux pistes globales**

Les pistes et les mesures proposées ci-dessus nécessitent des changements politiques importants et assez globaux.

Ce sont des objectifs indispensables si l'on veut des changements profonds et significatifs. Néanmoins, des expérimentations locales importantes et déjà nombreuses existent. Elles sont importantes, présentent parfois une cohérence interne forte autonomisant en partie du marché les acteurs engagés ; elles donnent aussi confiance en démontrant qu'on peut construire des alternatives partielles positives et que celles-ci pourraient prendre de l'ampleur si des changements plus globaux avaient lieu.

### ***Développer les circuits courts***

En France, comme dans d'autres pays (Japon, Québec, Belgique...) se développent des circuits courts (pas plus d'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur) mettant en lien directement ou quasi directement producteurs et consommateurs. Ces circuits sont multiples : marchés classiques, magasins paysans, associations de maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), liens entre collectivités locales et groupements de producteurs à travers des « marchés publics organisés » dans une logique allant vers l'équité...

Ces initiatives liant producteurs et consommateurs s'inscrivent dans des logiques déjà en partie hors marché (au sens où l'échange y est construit en vue d'assurer un équilibre, une équité même si elle est plutôt empirique et qu'elle minore encore vraisemblablement l'apport du travail paysan souvent très qualifié). Malgré leurs limites, elles permettent d'ores et déjà l'installation de nouveaux paysans, de surcroît souvent non originaires de familles paysannes. Elles contribuent à la réparation de l'environnement, au développement de la biodiversité, à l'amélioration du lien social et produisent une nourriture de meilleure qualité.

On peut aller plus loin en impliquant les groupes de consommateurs-citoyens dans la constitution de l'outil de travail de leurs producteurs. Certains groupements prêtent même de l'argent en vue de constituer l'outil de travail (c'est le

cas de l'expérience Planète Lilas<sup>22</sup> à Vitry-sur-Seine). On peut aller plus loin avec ceux qui le souhaitent en socialisant l'outil de travail *via* différentes formules. C'est ainsi que la foncière Terres de Lien fait appel à l'épargne solidaire pour acquérir des terres où les paysans peuvent ensuite installer des fermes fonctionnant en agriculture biologique ou paysanne. On peut même envisager des structures solidaires d'investissement dans l'outil de travail, celles-ci restant propriétaires de l'outil mis en location à un tarif équitable aux producteurs (cas aussi de l'expérience Planète Lilas). Cela permet aux producteurs un accès à l'outil de travail en s'endettant peu, un accès à la citoyenneté économique ; c'est une préfiguration d'une société socialiste où l'usage de l'outil de travail, propriété sociale, est rendu accessible à tous.

### ***Soustraire localement certains espaces de la rente foncière***

Des politiques publiques locales facilitant l'accès au foncier peuvent être menées. On peut, par exemple, installer des agriculteurs dans des parcs publics de collectivités locales ou dans des parcs naturels régionaux avec un cahier des charges respectueux de la qualité de ces espaces. C'est encore le cas de l'association Planète Lilas dont l'activité principale de maraîchage diversifié et naturel complète et enrichit l'espace public du parc départemental des Lilas.

Des conventions mutuellement favorables permettent une pratique du maraîchage dans une zone géographique, où elle serait impossible si elle dépendait du marché. Pourtant, ces activités agricoles productives peuvent aussi s'enrichir de dimensions pédagogiques, récréatives, sociales et esthétiques dans l'espace urbain. Elles font ainsi en quelque sorte « coup double, voire multiple » en étant un espace de production et en enrichissant considérablement l'espace public. Ces agricultures propres peuvent aussi être développées en priorité dans les zones de captage des eaux afin que la qualité de la ressource hydrique s'améliore ; c'est ce qu'a fait

---

22. <http://planete-lilas.ouvaton.org/spip.php?rubrique24> ; site et article « Le projet de départ », consulté le 14 novembre 2011.

la ville de Munich en développant dans son *hinterland* une agriculture biologique *via* des aides publiques.

### ***Mutualiser l'exploitation agricole pour sortir de l'isolement et de la fragilité économique***

Pour limiter le poids des intrants externes de nouvelles formes d'entreprises dans l'agriculture sont possibles (multifamiliale, sociétaire à taille humaine, voire associative ou multicoopérative comme la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) lorsque les projets impliquent des groupes de consommateurs et des collectivités locales...).

Mutualiser l'outil de travail et se doter d'un nombre suffisant de travailleurs-associés (quatre à cinq) permettent un enrichissement professionnel mutuel donnent la possibilité de se remplacer pendant des formations, des vacances... C'est aussi l'assurance d'une plus grande pérennité des structures qui peuvent facilement être en grande difficulté lorsqu'elles reposent sur une ou deux personnes permanentes épaulées occasionnellement par des parents ou des amis...

Ceci ne peut se réaliser toutefois que si les intéressés trouvent dans ces formes des réponses qui les convainquent et qui sont en adéquation avec leurs mentalités. Cela implique des capacités de négociation, d'ouverture aux autres et de sortie de logiques individualistes affaiblissant au fond le pouvoir des paysans-travailleurs. Mais c'est possible, car un nombre croissant d'agriculteurs, même s'ils restent encore marginaux, s'installent dans ces conditions-là.

Si les avantages économiques et sociaux de ces formes plus coopératives sont évidents en théorie, les questions de **gouvernance** sont à examiner rigoureusement afin d'éviter des conflits annihilant ces avantages.

### **Conclusion**

Il est délicat de conclure en quelques lignes tant les questions liées à l'agriculture sont porteuses de développements multiples et divers. Quelques remarques peuvent être mises en avant.

De nouveaux modes de production et de consommation, respectueux des hommes et de la nature, sont possibles.

pourquoi  
reprendre à son  
compte  
cette  
terminologie

Ils ont besoin de changements globaux pour éclore et se déployer partout dans le monde. Cependant des actions nationales, mais aussi très territorialisées, peuvent déjà modifier considérablement la donne, l'agriculture étant un des domaines où il est possible de s'autonomiser partiellement de la mondialisation capitaliste destructrice.

Pour arriver à la transformation progressiste des modes de production et de consommation, il faut certainement lier agriculture et alimentation. C'est ainsi que l'on peut parvenir à fédérer de larges couches de la population dans des combats progressistes, la nourriture étant un thème plus fédérateur que l'agriculture prise isolément.

Mentionnons aussi que les combats des paysans pour un revenu juste sont essentiels si l'on veut éviter que la sous-évaluation de leur travail continue à peser à la baisse sur le coût du travail de la quasi-totalité des salariés du monde. Un bloc stratégique « paysans et salariés » est beaucoup plus moderne qu'il n'y paraît. Cela implique que le « mouvement ouvrier » se « réouvre » à la partie des non-salariés qui sont des travailleurs car ils n'ont eux aussi que leur force de travail pour vivre.

Enfin, l'histoire montre la possibilité d'augmenter fortement la production agricole pour nourrir les hommes et contredit les approches malthusiennes ou écolo-malthusiennes. Il apparaît même possible de développer une agriculture écologique et productive, pourvoyeuse d'emplois intéressants, capable de nourrir avec des produits de qualité tous les hommes de notre Terre. L'objectif d'une rémunération équitable des travailleurs-paysans, quels que soient leurs statuts, est essentiel pour aller vers cette nouvelle agriculture.

La fixation pour l'agriculture de ces ambitieux objectifs sociaux, économiques et écologiques est une condition essentielle de dépassement du capitalisme.